

Nucléaire: l'insécurité

Douglas Roche

On voudrait pouvoir dire que l'attention du monde va se porter, en 2005, sur la Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), que les gouvernements vont s'empressement de mettre en œuvre les 13 mesures concrètes de désarmement nucléaire qu'ils se sont engagés à prendre, et que l'action combinée des autorités politiques et civiles va réduire le niveau actuellement élevé de risque que présentent les armes nucléaires.

Hélas, dans le monde de désordre politique dans lequel nous vivons, il est probable que rien de tel ne se produira. Quiconque ose exprimer la vérité simple, mais exaspérante de complexité selon laquelle les gouvernements ont le devoir solennel d'éliminer ces armes capables d'anéantir l'humanité risque d'être taxé de « rêveur » ou – pire – d'« idéaliste ».

Pendant vingt ans, j'ai suivi l'histoire tortueuse du TNP en ma qualité de chef de la délégation canadienne à la Conférence d'examen de 1985, d'auteur d'articles sur la Conférence de 1995 chargée d'examiner le Traité et la question de sa prorogation, et de président de l'Initiative des puissances moyennes collaborant étroitement avec plusieurs gouvernements à la Conférence d'examen de 2000. J'ai assisté aux trois réunions préparatoires à la Conférence de 2005. Il ne fait aucun doute, dans mon esprit, que la crise actuelle est la pire que le TNP ait jamais connue. Le Traité est sur le point de s'effondrer et la prolifération des armes nucléaires, tant dans les pays qui en possèdent déjà que dans ceux qui souhaitent en acquérir, nous guette. Il est vraiment choquant que le public en sache si peu sur la nature du danger et que la majorité des gouvernements soient aussi désinvoltes pour ce qui est de faire respecter la loi.

Les réunions du TNP n'ont certes jamais été exemptes de conflits, mais les affrontements du passé ont souvent été atténués par des manifestations de bonne volonté et d'un minimum de confiance. Aujourd'hui, la bonne volonté et la confiance ont largement disparu car les États dotés d'armes nucléaires ont tenté de changer les règles du jeu. Avant, au moins, on reconnaissait que le TNP résultait d'un marchandage, les États dotés d'armes nucléaires acceptant d'en négocier l'élimination et de partager les techniques nucléaires à des fins pacifiques, tandis que les États qui n'étaient pas dotés de ces armes s'engageaient à ne pas en acquérir.

Le respect de ce marchandage a permis de proroger indéfiniment le Traité en 1995 et d'obtenir, en 2000, un

« engagement sans équivoque » à éliminer les armes nucléaires dans le cadre d'un programme en 13 étapes. Aujourd'hui, les États-Unis dénoncent les engagements pris en 2000 et fondent leur diplomatie agressive sur l'affirmation selon laquelle le problème du TNP réside non dans l'action menée par les États dotés d'armes nucléaires, mais dans le non-respect du Traité par des États tels que la Corée du Nord et l'Iran. Le Royaume-Uni, la France et la Russie sont complices des États-Unis pour ce qui est d'appliquer cette nouvelle tactique consistant à détourner l'attention des obligations de désarmement découlant de l'article VI vers les États dissidents.

Le Brésil a averti clairement: « La mise en œuvre des 13 mesures de désarmement nucléaire convenues lors de la Conférence d'examen de 2000 a été largement – pour ne pas dire systématiquement – compromise par les mesures, omissions, réserves et interprétations réductrices adoptées par les États dotés d'armes nucléaires. Le non-respect des dispositions de l'article VI risque, au bout du compte, de modifier la nature du marchandage fondamental sur lequel repose la légitimité du Traité ».

L'ensemble de la communauté internationale, pays nucléaires et non nucléaires confondus, s'inquiète de la prolifération. Cependant, face à la nouvelle tentative faite par les États dotés d'armes nucléaires pour éluder les aspects discriminatoires du TNP, qui deviennent maintenant permanents, la patience des pays non alignés s'érode. Ces pays voient se créer un monde à deux classes dans lequel se pérennise l'existence de nantis et de laissés-pour-compte. Ils voient les États-Unis chercher à mettre au point une nouvelle arme nucléaire « utilisable » et l'OTAN, alliance militaire en expansion, se cramponner à la doctrine selon laquelle les armes nucléaires sont « essentielles ». Dans ce chaos, le TNP s'use et la perspective de voir apparaître plusieurs États dotés d'armes nucléaires, crainte qui avait poussé les pays à produire le TNP en premier lieu, se profile à nouveau.

Le risque nucléaire, de surcroît, est aggravé par la menace de terrorisme, qui croît chaque jour. On estime à 40 le nombre de pays qui ont les connaissances requises pour produire des armes nucléaires, et l'existence d'un important marché illicite d'articles nucléaires montre l'insuffisance du système actuel de contrôle des exportations. Malgré les efforts intenses consentis par l'Agence internationale de l'énergie atomique (qui est dramatiquement sous-financée par rapport aux responsabilités qui lui ont été confiées en matière d'inspection), la marge de sécurité est, comme le dit son directeur général,

Mohamed ElBaradei, « étroite et inquiétante ». Edward Kennedy, sénateur du Massachusetts (États-Unis) va plus loin. « Si des membres d'Al Qaïda parviennent à obtenir ou à assembler une arme nucléaire, il s'en serviront sans doute – sur New York, Washington ou toute autre grande ville américaine. Le plus grand danger que nous courons, dans les journées, les semaines et les mois à venir, est celui d'un 11 septembre nucléaire, et nous espérons et prions qu'il ne soit pas déjà trop tard pour agir ».

Nouvel agenda, nouvelle passerelle

La résolution 1540 du Conseil de sécurité, qui prie tous les États d'agir pour empêcher des acteurs non étatiques d'acquérir des armes nucléaires, chimiques et biologiques, peut contribuer à enrayer la prolifération. L'Initiative de sécurité contre la prolifération (États-Unis) vise à interdire le transfert de matières nucléaires en haute mer. La surveillance constante que l'AIEA mène là où elle est habilitée à le faire accroît la confiance. Pourtant, comme la Russie l'a concédé à la troisième réunion préparatoire de 2004, « les terroristes sont intelligents, imaginatifs et prêts à tout pour s'emparer des moyens de production d'armes de destruction massive afin de frapper des innocents ». Selon l'éminent physicien Frank von Hippel, « rien n'est plus simple » pour des terroristes que d'obtenir de l'uranium hautement enrichi et de faire exploser un engin d'une puissance équivalant à celle de la bombe d'Hiroshima.

En 2005, la Conférence d'examen du TNP aura pour tâche de convaincre les États dotés d'armes nucléaires que le seul espoir de mettre fin à la prolifération de ces armes est de s'atteler avec la même détermination au désarmement nucléaire. C'est précisément la position adoptée par les ministres des affaires étrangères de la Coalition pour un nouvel agenda (Afrique du Sud, Brésil, Égypte, Irlande, Mexique, Nouvelle-Zélande et Suède), qui ont récemment écrit : « La non-prolifération nucléaire et le désarmement nucléaire sont deux faces d'une même pièce, deux activités qu'il faut mener avec la même énergie ».

La Coalition, qui est parvenue, lors de la Conférence d'examen de 2000, à négocier treize mesures concrètes avec les États dotés d'armes nucléaires, s'efforce maintenant d'approcher d'autres puissances moyennes pour créer, dans le débat sur les armes nucléaires, ce qu'on pourrait appeler un « milieu modéré ». La résolution qu'elle a présentée à l'Assemblée générale des Nations Unies était bien plus tempérée et attrayante pour les États de l'OTAN non dotés d'armes nucléaires que ne l'étaient les versions précédentes.

Cette stratégie a été récompensée lorsque huit pays de l'OTAN (Allemagne, Belgique, Canada, Lituanie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas et Turquie) ont voté en faveur de la résolution, mesure qui a effectivement jeté une passerelle entre l'OTAN et la Coalition. On a décompté 135 voix pour, 5 contre et 25 abstentions. Bien que les trois États occidentaux

dotés d'armes nucléaires aient maintenu leur opposition aux propositions de la Coalition, la nouvelle « passerelle » montre qu'un groupe d'États centristes peut produire un résultat positif pour la Conférence d'examen de 2005.

Les objectifs prioritaires recensés par la Coalition ne seraient pas difficile à atteindre si les États dotés d'armes nucléaires coopéraient sur les points suivants : entrée en vigueur rapide du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires ; réduction des armements nucléaires non stratégiques et renoncement à la fabrication de nouveaux types d'armes nucléaires ; négociation d'un traité effectivement vérifiable sur l'arrêt de la production de matières fissiles ; création, à la Conférence du désarmement, d'un organe subsidiaire chargé des armes nucléaires ; respect des principes d'irréversibilité et de transparence, et mise au point de moyens de vérification.

Un nouveau front commun pourrait insuffler une nouvelle vie dans le seul instrument juridique international dont nous disposons pour mettre fin à la prolifération nucléaire.

Or, c'est précisément cette coopération ou, plutôt, l'absence de coopération entre les nantis et les laissés-pour-compte du nucléaire qui est le principal problème. Pendant les 35 années d'existence du TNP, la coopération a été bien timide. La prise de conscience de nouveaux dangers finira-t-elle par inciter les gouvernements à agir ? Beaucoup de choses dépendront, maintenant, des mesures prises par la seconde administration Bush.

La seule façon, selon moi, de stopper l'érosion du TNP est que les puissances moyennes (Coalition pour un nouvel agenda, pays de l'OTAN non dotés d'armes nucléaires, Union européenne et quelques autres États animés du même esprit) fassent preuve d'un sursaut d'énergie pour étayer et influencer, dans le débat sur les armes nucléaires, les positions centrales. Même si l'Inde, le Pakistan et Israël continuent de rejeter le TNP, il est également dans l'intérêt de ces pays de coopérer à la mise en œuvre des priorités de la Coalition.

Pouvons-nous escompter ce sursaut d'énergie si les parlementaires et le public restent dociles ? Un nouveau front commun alliant une société civile réveillée et des puissances moyennes attentives pourrait insuffler une nouvelle vie dans le seul instrument juridique international dont nous disposons pour mettre fin à la prolifération nucléaire.

Douglas Roche (djroche@shaw.ca) est sénateur émérite du Canada, ancien Ambassadeur du Canada pour le désarmement, président de l'Initiative des puissances moyennes et auteur de l'ouvrage « Le droit de l'homme à la paix ».